Numéro 133
mercredi
23 avril 1980
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Filliioud

Les 21 conditions : l'esprit est toujours d'actualité • Banque du cousin : on y invente la « nouvelle grève » • Municipalités de gauche : aujourd'hui le Pré-St-Gervais • Nucléaire : les ardennais sont gâtés • Giscard reçoit les bretons en grande pompe • Enseignement : Beullac a des idées • Homos : la fête à Foyer • Journée nationale Montagne • Vendée : préfet modèle

Georges Marchais et « les affaires »

Virage à 90 degrés

« Il n'est plus un seul leader politique - des dirigeants de l'U.d.f à ceux du Parti socialiste - qui ne versent ces jours-ci des larmes de crocodile sur la dégradation des mœurs politiques françaises ». C'est écrit en Marchais dans l'*Humanité* d'hier.

Le Secrétaire général du P.c faisant semblant d'oublier que le plus gros crocodile, celui qui a eu les plus grosses larmes à propos des « affaires », c'est justement lui.

Non seulement il a beaucoup pleuré sur les « mœurs politiques françaises » au moment des diamants de Bokassa, puis au moment du suicide de Robert Boulin, et encore à la mort de Joseph Fontanet, mais de plus, il a violemment critiqué tous ceux - hommes politiques ou journalistes - qui osaient évoquer ces dossiers sur lesquels l'*Huma* a observé, pendant des mois, un silence... étouffant.

On a encore dans les oreilles, les mots - délicats et choisis - utilisés alors contre, par exemple, le *Canard Enchaîné*, coupable à l'époque aux yeux communistes, d'avoir révélé des scandales, produit des documents, posé des questions, porté des accusations contre des hommes du pouvoir.

Les premiers, les seuls

Les Socialistes n'ont pas, bien sûr, été davantage épargnés, eux qui ont été les premiers et longtemps les seuls, à réclamer la lumière. Les premiers et les seuls à intervenir sur ces sujets à l'Assemblée nationale. Tandis que les Communistes se bornaient à dénoncer ceux qui dénonçaient.

Puis a éclaté « l'affaire Marchais ». Et du coup, Marchais a pris un virage à 90 degrés. Soudain il est entré dans le combat qu'il avait jusqu'ici déserté « pour la vérité, contre le mensonge et l'hypocrisie d'où qu'elle vienne ». Ce sont les mots qu'il a prononcés dans sa conférence de presse de lundi dernier. Les mêmes que ceux qu'il nous reprochait - et sur quel ton - d'employer quelques temps plus tôt. Lorsqu'il s'agissait par exemple des cadeaux du tyran centrafricain à Giscard d'Estaing.

Et voilà que, désormais, il demande à son tour - après six mois de réflexion - l'ouverture d'une enquête. Il s'est passé quelque chose. Les temps ont changé. La tactique aussi. On croit comprendre pourquoi.

Mais cela n'autorise pourtant pas - ni politiquement ni moralement - Georges Marchais à dénoncer aujourd'hui ceux qui ont engagé cette lutte pour la vérité avant qu'il ne songe à le faire. Il est heureux qu'il soit enfin venu dans le camp de ceux qui interrogent, mais ce n'est pas une raison pour continuer à les accabler pour avoir eu le tort d'avoir raison avant lui.

Dire maintenant, comme il le fait, que tous les hommes politiques - sauf lui - s'entendent pour empêcher d'élucider les « affaires » et les mettre « tous dans le même sac » relève du comique de ces clowns tristes qui ratent toujours leur numéro. Qui ne font même pas rire les enfants. Et qui font pleurer les crocodiles.

Georges Filliioud

PARTI SOCIALISTE CENTRE DE DOCUMENTATION

épinglé

« Je crois à la nécessité d'un accord entre les deux grandes formations de la majorité pour les combats à venir ».

Jacques Dominati, secrétaire d'Etat à la Fonction Publique.

Iran : les Neuf, alliés ou satellites des U.s.a ?

Il faudra attendre mercredi matin pour savoir quelles sont les mesures de rétorsion économique que les Neuf, flanqués des Japonais, prendront contre l'Iran.

Si on excepte les Belges, absents de la réunion de Luxembourg pour raisons... diplomatiques, et les Hollandais qui ont refusé, aucun des autres pays n'a voulu ou n'a pu rejeter nettement la demande des Etats-Unis.

Entre une position très suiviste de Bonn et l'oreille un peu sourde de Paris, Londres a proposé un plan à double détente. D'abord une sanction diplomatique immédiate avec réduction des personnels des ambassades, embargo sur les ventes d'armes et révision des contrats pétroliers. Ensuite un embargo sur toutes les exportations à destination de l'Iran.

Si la première partie du plan britannique était adoptée, elle suffirait vraisemblablement à mettre un terme à toutes les importations de pétrole en provenance d'Iran. Les avertissements de Téhéran ont été très clairs et il a suffit que Tokyo refuse les nouveaux prix demandés par l'Iran pour que le robinet soit coupé vers le Japon.

Nos gouvernements rétorqueront que les livraisons iraniennes ne représentent que 6 % du pétrole consommé dans la C.e.e et qu'il ne sera pas difficile de pallier cette insuffisance. Sur le plan strictement matériel c'est probablement vrai, mais le problème est-il là ?

La seule question que devraient se poser les Européens est de savoir si ces mesures seront efficaces pour obtenir la libération des otages, seul motif officiel qu'invoquent les Etats-Unis d'Amérique pour solliciter la solidarité de ses alliés.

Les décisions de Luxembourg peuvent-elles en ce domaine être efficaces ?

Il faut tout d'abord rappeler les propos du Président Bani Sadr qui disait récemment : « Ce ne sont pas cinquante américains qui sont otages des iraniens, mais 35 millions d'iraniens qui sont les otages de l'Occident, de son économie, de ses exportations. Nous voulons sortir de cette condition d'otages permanents, c'est tout. »

Aucun effet

Sur cette base politique, la réduction des délégations diplomatiques n'aura aucun effet. Quant aux sanctions économiques, elles ne pourront, inévitablement, que pousser l'Iran à réorienter ses échanges vers les pays socialistes, ou vers certains pays du Tiers-monde (comme l'Inde) qui ne demande que ça !

Carter n'a pas voulu jouer la carte Bani Sadr - or tous les observateurs confirment qu'en deux mois, le pouvoir et la popularité du président iranien se sont encore renforcés. Bani Sadr a dit lui-même : « J'ai fait ce que je pouvais (pour résoudre le problème des otages) dans le cadre de mes pouvoirs.

(suite en page 2)

POSITION

A la veille du débat télévisé Jospin - Marchais

La lettre et l'esprit

par Colette Audry

Sur les «21 conditions», imposées par le 2e Congrès de l'Internationale communiste et dont l'acceptation par les uns, le refus par les autres, provoquèrent la scission de 1920 à Tours, l'idée court ordinairement qu'elles sont aujourd'hui lettre morte pour le P.c.f.

C'est exact en principe - juridiquement en quelque sorte - depuis qu'il existe plus de 3e internationale. Exact en particulier : le 11e, la 15e, la 16e condition qui définissaient le droit de regard de l'Internationale communiste sur les groupes parlementaires, son pouvoir souverain sur les programmes et les décisions des partis affiliés.

Mais en tant que règles de fonctionnement, qu'en est-il de plusieurs de ces conditions ?

— De la 12e, par exemple, qui traite du «centralisme démocratique», qui caractérise le parti comme devant être «le plus centraliste possible» et la discipline de fer confinant à la discipline militaire ?

— de la 1ere, la 2e, la 7e, concernant la



lutte contre les réformistes (droitiers) et aussi les centristes (plus malhonnêtes et hypocrites) qui doivent être flétris impitoyablement. Les accusations de social-traîtres, de social-fascites portées contre les socialistes jusqu'en 1934 étaient dans l'esprit de ces conditions...

— La 13e condition préconisait des «nettoyages» périodiques (épurations). Georges Marchais a déclaré qu'il n'y aurait plus d'exclusion. Charles Fiterman a laissé entendre qu'il pourrait y en avoir encore.

— Et beaucoup serait à dire de la 9e qui traite du travail dans les syndicats. etc...

A vrai dire, si le dosage de l'actuel et du démodé pose aussi un problème, c'est que le P.c.f ne se questionne pas sur ces conditions et que les militants ne semblent manifester aucune curiosité à leur sujet. Cela touche aux rapports que le P.c entretien avec l'héritage léniniste et avec sa propre histoire, dont il entend rester maître.

Variations de l'Histoire

Les militants socialistes, eux, ne cessent de s'interroger sur la leur et de la «mettre en cause». Au Parti communiste, l'histoire du parti se confond avec ce qui en est affirmé à chaque moment, et qui peut varier. Le Stalinisme, par exemple, a été «condamné sans appel». Les traces qu'il en peut rester sont effacées du même coup avec la condamnation. L'entrée des chars du pacte de Varsovie à Prague a été «désapprouvée» une fois pour toutes. Mais, un peu plus tard la normalisation n'a pas été condamnée.

Si la lettre des 21 conditions est bien devenue lettre morte, il semble que l'esprit de la plupart d'entre elles n'ait pas fini de hanter la vie du Parti communiste.

Les Neuf et l'Iran

(suite de la première page)

Si le Président Carter a cru pouvoir résoudre la crise en suivant les méthodes traditionnelles d'une politique de superpuissance, ce n'est pas de ma faute».

La seule solution au problème iranien est donc d'appuyer son président, ce qui implique d'attendre que le Parlement iranien soit élu et qu'il puisse massivement soutenir une politique d'indépendance nationale sans pour autant tomber dans les errements du fanatisme religieux ni de l'extrême gauche. Deux camps qui d'ailleurs, au delà de leurs affrontements, s'entendent fort bien pour contrecarrer les projets présidentiels.

Délicate opération

Dans cette délicate opération, qui demande de la patience, les alliés des Etats-Unis ont une fonction extrêmement importante.

S'ils sont des bons et solides alliés, ils ne doivent pas soutenir les Etats-Unis dans ses erreurs. S'ils cèdent aux névroses électorales cartériennes, ce ne sont plus des alliés, mais des satellites sans liberté d'action.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

Enquête : Municipalités de gauche

Marcel Debarge au Pré-Saint-Gervais : «Pas de miracle, mais le respect du programme»

En mars 1977, comme dans de nombreuses villes de France, une équipe municipale d'union de la gauche a été élue au Pré-Saint-Gervais. Dans cette ville, depuis 75 ans à direction socialiste, nombreux étaient ceux qui se demandaient comment allait se passer cette collaboration.

Chacun aujourd'hui, et moi le premier ne peut que constater le bilan positif de cette union. Cela n'est pas le résultat d'un miracle. Si la solidarité de gestion est de règle au Pré-Saint-Gervais, c'est parce que le programme présenté à la population est scrupuleusement respecté.

Chaque adjoint, chaque conseiller municipal est associé à la réalisation de nos projets ainsi qu'à l'élaboration de nos méthodes de travail.

Conséquence logique : pour la troisième année, le budget a été voté à l'unanimité. C'est ce qui s'est passé dans la plupart des municipalités d'union de la gauche, où bien souvent le travail en commun des élus P.s et P.c est la règle. La comparaison de cette situation, réelle, avec l'image pessimiste que voudrait en donner la direction du Parti communiste nous amène à nous interroger. Ces comportements unitaires gêneraient-t-il la direction du P.c ?

Seraient-ils un obstacle à l'union à la base ?

Marcel Debarge
Sénateur-maire du Pré-Saint-Gervais

Eastern news

• Vladimir Popov, vice président du Comité d'organisation des J.o. de Moscou accuse la presse occidentale de «déformation à grande échelle». A propos du boycott commercial, M. Popov a ajouté «Nous n'avons pas besoin de coca cola» en précisant que l'U.r.s.s offrirait, à la place, du Kvass (boisson fabriquée à partir de pain fermenté).

• A Melbourne, Heidrun Griesch, 27 ans, danseuse du Berliner Komische Ballet Est-Allemand, a obtenu du gouvernement australien le droit d'asile politique.

• A Moscou, on apprenait en fin de semaine l'arrestation de Borissov, fondateur du second syndicat indépendant de la bureaucratie en U.r.s.s (le Smot). Klebanov, fondateur du Premier syndicat libre est lui-même en captivité, tout comme en Pologne E. Zadrorinski, autre responsable syndicaliste. Un rassemblement a lieu le 25 avril à Paris à 19 h devant l'ambassade d'U.r.s.s pour réclamer la libération des trois hommes.

L'information en France

«... contre la puissance exhorbitante des médias, une presse libre, différenciée, ouverte à la controverse est un moyen de préserver la conscience politique, c'est-à-dire la démocratie».

Un grand bravo à Pierre Emmanuel, tête pensante R.p.r, poète et académicien ex-président de l'Institut national de l'Audiovisuel, qui réussit à inscrire cette belle pensée en page 2 du *Figaraurore* du 22 avril dans un article intitulé, en toute simplicité «Nous ne sommes pas informés».

Vrai, il fallait le dire...

SANTE

Une Délégation de la Fédération de Paris du Parti socialiste et des élus socialistes parisiens, conduite par Paul Quilès, député de Paris, a été reçue, le lundi 21 avril 1980, au ministère de la Santé.

La Délégation a fait part de sa solidarité avec le mouvement mutualiste qui a manifesté massivement le vendredi 18 avril pour l'abrogation du décret du 17 janvier 1980 instaurant le ticket modérateur d'ordre public et contre les dispositions de la proposition de loi Berger. Elle a fait part de son opposition à la politique du gouvernement visant à démanteler le régime de couverture sociale des dépenses de santé fondé sur la solidarité nationale : exclusion de certains chômeurs du bénéfice de la sécurité sociale, refus de développer les pharmacies mutualistes, paiement de cotisations sur toute la retraite.

La Délégation a dénoncé le retour en arrière de plus de cinquante ans que le gouvernement veut imposer, en particulier la mise en place d'une médecine des riches et d'une médecine des pauvres.

HALLUCINOGENES

Selon certaines informations récemment publiées dans la presse, de nombreux jeunes lycéens s'intoxiquent volontairement par des solvants (benzène, éther, trichoréthylène, etc ...), notamment sous la forme de colles liquides. Le département de la Seine-Saint-Denis semble être particulièrement touché par cette pratique.

Comme l'a déclaré le docteur Olivenstein au «Quotidien de Paris» (12 Mars 1980) : « l'inhalation de solvants organiques pose un problème grave. D'autant plus grave que c'est le plus souvent le fait de préadolescents qui ont entre 12 et 15 ans, et qu'elle entraîne « des désordres psychiques aigus, subaigus et chroniques : ivresse avec perte du sens moral, perte du sens des tabous, délires plus ou moins violents et prolongés et, d'une façon générale, affaiblissement intellectuel (...). Parallèlement, l'inhalation des vapeurs occasionne des brûlures pulmonaires, des blocages respiratoires et peut entraîner une paralysie des membres inférieurs ».

A ce propos, Claude Fuzier rappelle au Ministre de l'Education que le rapport sur la drogue présenté en Janvier 1978 par Monique Pelletier avait souligné les dangers des produits identiques à ceux absorbés par certains lycéens de Seine Saint-Denis. Il lui demande :

1. Quels enseignements ses services ont tirés de ce rapport ;
2. Quelles mesures ont déjà été prises pour alerter les parents et leurs enfants du danger présenté par ces produits ;
3. Quelles mesures vont être prochainement prises ;
4. Les autres ministères intéressés sont-ils associés à ces projets ;
5. Quels départements sont les plus touchés.

Entretiens du jeudi à Paris

Après demain à 19 h, Irène Chamarande et Paul Quilès commenteront l'actualité pour les militants et sympathisants de la région parisienne (invitations à retirer à partir de 18 h 30 au 7 bis).

Riposte : un journal nécessaire pour les cadres, utile pour les militants, indispensable pour tous

TELEMATIQUE

Les 19 et 20 avril, plus de cent militants du P.s concernés par les problèmes d'informatique et de communications se sont réunis sous la présidence de Michel Charzat, Secrétaire national au Secteur public.

Les débats animés par Jean Renali, Délégué à l'Informatique et aux Communications, étaient destinés à approfondir les positions du P.s dans trois directions :

— politique industrielle, recherche, nationalisations (C.g.e, Thomson, Cii-Hb, Matra).
— retombées sur l'emploi et les conditions de travail.
— impact sur la vie en société.

Cette rencontre a souligné la prise de conscience de l'existence d'un vaste secteur de l'informatique et des communications regroupant, autour d'une filière industrielle unique, les activités de l'informatique au sens traditionnel du terme, des P.t.t et de l'ensemble des industries et services électroniques (robotique, bureautique, télématique etc.).

Ces travaux se situaient dans le cadre de la préparations des colloques sur les nationalisations et le service public qui se dérouleront en septembre et octobre prochains.

A noter par ailleurs qu'une réunion d'information sera organisée à l'automne pour faire connaître les positions du P.s en matière d'informatique et communications.

JOURNEES MONTAGNE

Le Secrétariat national à l'Environnement et à l'Urbanisme organise les 24-25-26 mai 1980 la troisième Rencontre nationale « Montagne » consacrée à l'élaboration du Projet socialiste pour la montagne. Cette rencontre se tiendra à Nevache près de Briançon.

La réflexion sera orientée dans deux directions au sein de groupes de travail :

1 — une approche sectorielle sur l'agriculture, la forêt, l'artisanat et l'industrie, le commerce et les services publics, le tourisme, les transports et les communications, l'habitat, les équipements de la vie sociale ;

2 — une approche plus synthétique sur le foncier et l'aménagement du territoire, les collectivités locales, la pluri-activité, l'énergie, le développement en montagne, le financement, la formation et les parcs naturels.

La réunion plénière, qui se tiendra le lundi 26 mai au matin, sera consacrée à un débat sur les « points durs », et à l'adoption d'un document faisant connaître les conclusions de la rencontre avant la rédaction du rapport définitif.

Ces journées sont ouvertes à la presse.

TAIWAN

Le Parti socialiste dénonce fermement la condamnation à la détention à vie de Shin Ming-Teh, directeur de la Publication d'opposition «Formose», et la condamnation à de lourdes peines de prison de 7 de ses camarades. Ces huit personnes avaient été arrêtées après les manifestations en faveur des Droits de l'Homme à Taïwan organisées par leur revue en décembre 1979.

(Communiqué de Lionel Jospin, Secrétaire national aux Relations internationales).

UN PREFET SANS RESERVE

Le préfet de Vendée a accordé un interview à un journal régional. Il s'y est autorisé un portrait critique de M. le Maire de la Roche-sur-Yon dont « la méthode serait un peu trop facile : celle de mettre les gens devant le fait accompli et ensuite de réclamer de l'aide » .... préférant « l'avantage politique à l'avantage financier ».

Le préfet de Vendée, d'autre part, se définit comme un homme politique « premier Ministre du département », dont les « zones d'influence » recouvrent celles des parlementaires. Il caractérise enfin le Conseil Général comme simple législatif du département, dont implicitement la préfecture serait l'exécutif, tel que défini par la Ve République. Enfin le préfet de Vendée semble dans cette interview avoir considérablement outrepassé son rôle traditionnel de fonctionnaire, en abordant franchement le terrain politique.

André Chenard a demandé à Bonnet quelles mesures il compte prendre afin que de tels propos ne se réitèrent pas.

QUESTIONS ECRITES

de Louis LE PENSEC

sur les charges financières importantes des lycées techniques, quant à leurs frais de fonctionnement et leurs achats de matériels indispensables à l'accomplissement de leur mission. Or, ces charges sont aggravées par la T.V.A. qu'ils sont amenés à verser à l'occasion de ces dépenses. En conséquence,

Il demande s'il n'est pas envisageable d'accorder aux établissements scolaires techniques une dispense de T.V.A. qui permettrait un allégement conséquent de leurs charges.

de Pierre GUIDONI

qui rappelle au ministre des Affaires Etrangères les propos qu'il a tenus le 18 janvier dernier sur le problème du Sahara Occidental à l'occasion de la visite du chef de la diplomatie algérienne à Paris : « La France en souhaite vivement la conclusion (...) elle est prête, le jour où sa contribution pourra être utile, à favoriser la solution politique qui devra y mettre un terme ».

Il lui demande si l'utilisation faite par les troupes marocaines opérant au Sahara Occidental de blindés légers d'origine française lui paraît de nature à favoriser une contribution de notre pays à un éventuel processus de paix.

de Christian PIERRET

Sur le bilan de l'action menée par la mission Méditerranée pour les productions agricoles, après un an d'existence.

Cette mission dont l'objet est de susciter et de favoriser le développement des activités agricoles et agro-alimentaires dans les départements du midi de la France semble, en effet, manquer de moyens pour remplir le rôle qui lui est assigné.

Il demande en particulier, comment l'activité de cette mission peut se coordonner avec celle des chambres d'Agriculture dont l'expérience est bien établie et des structures bien en place et comment cette mission s'intègre dans celle beaucoup plus large du plan sud-ouest.

TELE-P.S.

LE PARTI SOCIALISTE REPRESENTE

LA FORCE ET L'ESPOIR.

Collection Gérard Daury

Secteur bancaire

Les employés inventent la «nouvelle grève»

A la B.f.c.e, la direction refuse toujours de négocier. Elle veut imposer aux grévistes un préalable inacceptable : l'arrêt de leur mouvement. Et de toute manière la direction ne veut négocier que sur l'organisation du travail. Ce que n'ont pas demandé les grévistes !

Ils sont cinq cents maintenant. Et, depuis le 26 mars, le mouvement s'est considérablement durci. Vendredi dernier, Edwige Avice, Bernard Parmentier et André Llanès ont apporté le soutien des élus socialistes parisiens aux employés.

Pendant le dernier week-end, les grévistes ont reçu des lettres d'avertissement, les syndicalistes ont reçu des blâmes et l'annonce que leur treizième mois serait amputé de 10%.

La grève des employés de la B.f.c.e, dirigée par l'intersyndicale C.g.t - C.f.d.t, est sûrement l'action la plus importante menée dans cette banque depuis sa création en 1945. Une lutte importante mais originale aussi : la grève est autogérée. Ainsi chaque service décide de débrayer le nombre d'heures qui lui convient et aux moments les plus gênants pour la marche de la banque.

Cette grève «à l'économie» a été décidée pour permettre aux employés de perdre le moins d'argent possible. De temps en temps, sans avertissement, les grévistes bloquent le boulevard Haussmann.

A la veille du week-end dernier, ils ont manifesté dans tout le quartier des banques. Ils reçoivent d'ailleurs des motions de soutien des employés de la plupart des banques parisiennes.

Cette solidarité risque d'ailleurs de prendre une forme plus dure. D'autant que la direction de la B.f.c.e a aussi utilisé, pour briser la grève, des employé d'autres banques, qui avec les non-grévistes, ont travaillé, samedi et dimanche.

Les élus bretons à Paris

Après les C.r.s...

C'est cette après-midi à 16 h que Giscard reçoit les vingt élus bretons, représentant les collectivités locales sinistrées par la marée noire du *Tanio*. Il n'est pas douteux qu'après le rendez-vous manqué du 2 avril où l'Elysée avait envoyé les C.r.s, ce ne sont pas les sujets de discussions qui manqueront.

A 17 h, la même délégation, menée par les présidents des Comités de coordination, Jean-Yves Simon pour les Côtes-du-Nord, et M. Arzel, pour le Finistère, sera reçue à Matignon pour une réunion de travail avec la Mission interministérielle de la Mer et Raymond Barre.

Parmi les délégués se trouveront également les présidents des Conseils généraux des côtes du Nord (le socialiste Charles Josselin) et du Finistère (élu de droite) et le président du Conseil régional de Bretagne (Marcellin).

Les objectifs de la délégations sont d'abord d'obtenir des réponses précises à des questions précises : le sort de l'épave (les travaux de colmatage ont finalement commencé lundi), et les moyens financiers concernant les indemnisations. Il s'agira également de marquer la volonté des élus bretons de « maintenir la pression » afin que de nombreux problèmes soient résolus.

La commission socialiste permanente, qui réunit des sénateurs, des députés et Charles Josselin rappelle que cinq problèmes doivent être résolus : le sort de l'épave, la réglementation internationale, la création d'une garde cotière, la recherche scientifique et les indemnisations.

Résumées

Chooz : le nucléaire de nouveau en question

Une seconde implantation nucléaire à Chooz dans les Ardennes ? L'enquête d'utilité publique aura lieu du 6 mai au 27 juin pour les quatorze communes concernées.

Consultés par référendum les habitants du village se sont déclarés hostiles au projet par 240 voix contre 133, et les groupes écologistes ont depuis développé une campagne de résistance avec l'appui de leurs homologues belges (Chooz n'étant qu'à une dizaine de kilomètres de la frontière). La Fédération socialiste des Ardennes a pris position en rappelant celle du Parti en la matière : pas de refus systématique du nucléaire, mais refus du «tout-nucléaire» imposé par le pouvoir en dehors de toute procédure démocratique.

Les Socialistes dénoncent par ailleurs la thèse selon laquelle une nouvelle implantation nucléaire pourrait résoudre, même partiellement, la crise de l'emploi particulièrement aiguë dans la région de Charleville-Mézières.

Enseignement : Beullac s'emmêle

Puisque les enseignants sont mobilisés, *le Figaro* entre en guerre lui aussi. En donnant la parole à Beullac. Il est impossible d'épingler le ministre de l'Education qui s'est répandu sur huit colonnes : une pelote n'y suffirait pas. Une citation suffira pour donner le ton :

«Si j'enlevais seulement un élève par classe dans toutes les classes de notre pays, je devrais augmenter de 4 % l'effectif des enseignants, c'est-à-dire recruter 25.000 maîtres qui coûteraient deux milliards et demi supplémentaires à la nation».

Mais c'est bien ce qu'on vous demande, M. Beullac ; d'améliorer à la fois la qualité de l'enseignement et de contribuer à la résorption du chômage.

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine 21 F. par mois

Chèques postaux : grèves tournantes

Lyon, Dijon, Rennes et Nantes vendredi. Grenoble, Limoges, Montpellier, Reims et Toulouse lundi. Lille et Strasbourg hier. Les centres de chèques postaux, à l'appel des syndicats C.g.t, C.f.d.t et F.o, ont entamé une série de grèves tournantes.

Déclenché sans préavis, ce mouvement entend protester contre la décision de la direction de repousser d'un mois la nouvelle organisation des congés : trois samedi sur quatre au lieu de deux sur trois. Le mouvement doit se poursuivre toute la semaine.

31 mai : Foyer fêté à la mutualité

L'alinéa 3 de l'article 331 de la loi sur le viol, qui distingue hétéro et homosexuel quand à l'âge pénal des premiers rapports (15 ans chez les premiers et 18 chez les seconds) a été l'un des sujets débattus à Tours ce week-end au cours de la 4e coordination nationale du Comité d'urgence anti-répression homosexuelle.

Les membres du Comité ont adopté le texte d'une pétition qui sera soumise aux organisations politiques et syndicales, et un rassemblement est organisé à Paris, à la Mutualité, le 31 mai prochain.

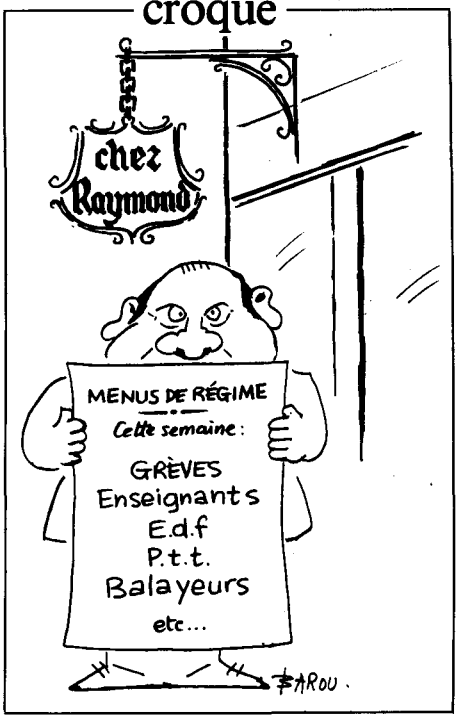
Dernière minute
Centrafrique

C'est le bâtonnier de l'ordre des avocats du Sénégal qui a accepté de défendre Ange Patassé.

Rappelons qu'Ange Patassé a été Premier ministre de Bokassa et qu'à ce titre il a été étroitement mêlé à la politique du régime.

Mais d'autre part M. Patassé, arrêté et incarcéré depuis 6 mois, n'a fait l'objet d'aucun mandat d'arrêt ni d'inculpation jusqu'en février dernier, ce qui est une atteinte aux Droits de l'Homme qui mérite notre vigilance. Une plainte vient d'être déposée par Ange Patassé pour séquestration arbitraire.

croqué



Le P.c Suédois non plus ne viendra pas à Paris

Après les partis communiste italien, yougoslave et espagnol le P.c suédois annonce à son tour, par la voix de son secrétaire général Lars Werner, qu'il ne participera pas à la réunion « européenne » organisée à Paris les 28 et 29 avril par les communistes français. Motif : le refus des français d'inscrire à l'ordre du jour des discussions la situation en Afghanistan.